

Des assises gardoises pour sécuriser l'emploi

Daniel Thombrau

A Nîmes, des assises départementales pour la sécurisation de l'emploi se sont tenues le 7 novembre. Après un exposé d'Alain Obadia portant sur le sens, la démarche et le caractère novateur et révolutionnaire de nos propositions, la discussion s'est rapidement engagée avec les soixante participants.

Dans notre département où l'emploi industriel demeure une réalité et qui reste un terrain fertile d'actions revendicatives fortes et ambitieuses, il était naturel que les différents intervenants, dix neuf au total, abordent les luttes contre la précarité et pour la défense de l'emploi face aux projets de casse industrielle !

Les dossiers de Perrier et de la verrerie du Languedoc mais aussi celui de la Sygmenta ont permis de rappeler l'importance du contrôle des fonds publics et de la nécessité d'un moratoire sur les licenciements et de pouvoirs nouveaux pour les salariés et leurs organisations syndicales.

Avec beaucoup de sincérité et de passion quelquefois, le débat a été d'une grande richesse !

Quelques temps forts :

- Un syndicaliste : « A Médiapost, les salariés font en permanence des heures supplémentaires non rémunérées en raison des insuffisances de la loi et de leur convention collective. »
- Une militante des alternatifs : « Il faut écouter le cri de révolte des quartiers populaires. »
- Un avocat : « Les conséquences du licenciement sont sans communes mesures avec ce qui peut se gagner aux prud'hommes. »
- Un salarié de Fabbio Lucci : « La devise de la république « liberté, égalité, fraternité » n'est pas respectée dans l'entreprise. Nous avons gagné la dignité et cela n'a pas de prix. »
- Un élu communiste : « Des décrets de la loi Hue sur le contrôle des fonds publics ne sont jamais sortis. Il faut le soutien et une intervention populaire pour concrétiser les actes législatifs. »
- Une militante féministe : « L'action pour l'emploi est indissociable du combat pour l'égalité femme/homme. » Beaucoup d'autres aspects ont également été évoqués comme la sécurisation des emplois non salariés de l'artisanat, le handicap et le travail, les emplois de l'économie sociale et solidaire, la responsabilité des donneurs d'ordre avec le développement de la sous-traitance ou la précarité dans le secteur public avec les 183 CAE (contrats d'aide à l'emploi) de l'hôpital de Nîmes qui agissent pour leur titularisation.

Au final, les participants convenaient qu'il était indispensable de poursuivre notre réflexion collective dans la perspective des assises régionales du Languedoc-Roussillon du 27 janvier 2007. ■

Salariés des équipementiers automobiles : c'est la lutte ou la mort

Bertrand Péricaud

Nous sommes face à une situation très difficile; le secteur automobile est dans la tourmente. Dans le Pas-de-Calais, les plans de suppressions d'emplois se succèdent dans ce secteur clé de la reconversion minière, sans que cela ne semble émouvoir personne d'autres que les premiers intéressés. Nous avons connu en deux ans, une « petite » hécatombe; et le pire pourrait bien être devant nous.

Pour mémoire : ● la fermeture de la fonderie de la Française de Mécanique : 900 postes supprimés, ● la fermeture de Johnson Control, en 2005 à Harnes : 224 CDI et 80 intérimaires supprimés, ● la fermeture de Mann-Hummel en août 2006 à Grenay : 110 CDI et 35 intérimaires, ● Faurecia Auchel : 108 suppressions en cours, ● Faurecia Marles les Mines : 135 suppressions, ● Faurecia Hénin-Beaumont : 232 suppressions échelonnées jusqu'en 2008, ● Faurecia Brebières : 57 suppressions en septembre 2006, ● Cadence Innovation (plus de 400 salariés), à Noeux-les Mines, vient d'être mise en liquidation judiciaire. Un plan de suppression de 53 postes était en cours.

Chez les autres équipementiers, l'horizon n'est pas totalement dégagé. C'est en particulier le cas chez Bosal. Nous en sommes déjà, en moins de deux ans, à 2124 suppressions officielles, et sans doute plus avec l'intérim et les fournisseurs, dans le Pas-de-Calais. Le Nord n'est pas dans une situation meilleure. Face à cela, la droite ne fait rien. Nous n'avons plus de politique industrielle dans ce pays. Le PS, quant à lui, se contente de mettre en oeuvre les orientations de la droite : pôles de compétitivité vides de sens et de retombées; et arrosage à grands coups d'argent public, des multinationales. Deux exemples : ● Celui de Plastic-Omnium. Ce groupe va recevoir 4,8 millions d'euros pour la construction de son usine de Ruitz, appelée à remplacer celle de Bruay. 400 000 euros de la Région (le groupe communiste s'y oppose), 800 000 euros du FEDER; et 3,6 millions d'euros de l'intercommunalité Artoiscom ! Et sans que l'on puisse garantir que tous les salariés de Bruay puissent conserver leur emploi. Un projet de 60 réductions de postes est d'ailleurs lancé ! ● Celui de Bosal. Ce groupe suédois a obtenu en 2002 du Conseil régional, une subvention de 609000 euros, conditionnée à la création de 30 emplois. Bosal a empoché l'argent et n'a pas créé d'emplois. Le Conseil régional a donc pris une délibération modificative...pour supprimer cette condition, en septembre 2005. Le PCF a travaillé à la mobilisation des salariés. Quatre rencontres avec les syndicalistes depuis février 2006, la distribution d'un 4 pages: « L'équipementier du Pas-de-Calais », de nombreux reportages dans « Liberté 62 », nous ont permis d'avancer, et d'aider à dépasser les conflits existants à l'intérieur même de la CGT. Autour des Cadence-Innovation, une manifestation départementale a été organisée à Béthune le 6 décembre prochain. Elle a permis de cibler : ● les donneurs d'ordre, Renault et Peugeot, qui mettent les équipementiers en concurrence pour tirer les prix à la baisse. ● l'Etat, dont la politique encourage les délocalisations vers les Peco, ● La Région Nord-Pas-de-Calais, à direction PS-Vert, qui se contente de distribuer l'argent public, au lieu de mobiliser la population des deux départements autour de l'exigence d'une grande politique industrielle. Notre rôle de militants communistes ne s'arrête pas là. Notre Parti a lui aussi à construire (et c'est urgent) les contours d'une politique industrielle pour la France en Europe. ■